Nouveaux accents et moyens accrus

Lors des sessions d'été et d'automne, le Parlement décidera du nouveau message du Conseil fédéral sur la coopération au développement ainsi que des crédits-cadres 2013-2016 qui s'y rapportent. Les organisations d'entraide approuvent les orientations du programme. Elles se réjouissent de la volonté du gouvernement d'augmenter l'aide au développement à 0,5% du revenu national brut d'ici à 2015.

L'augmentation de l'aide au développement devrait être au cœur des débats à venir. Le nouveau Parlement devra décider s'il entend emboîter le pas de son prédécesseur. Celui-ci avait opté en février 2011 pour l'objectif du 0,5% et adopté les deux premières tranches d'augmentation pour 2011 et 2012. Les nouveaux crédits-cadres (Sud, Est, aide humanitaire) comprennent les trois dernières tranches. Ils s'élèvent au total à 11,3 milliards de francs pour 2013-2016.

Le nouveau message souligne que la coopération au développement doit continuer à profiter aux populations pauvres des pays en développement et en transition. Cet accent sur la lutte contre la pauvreté correspond aux dispositions de la loi et de la Constitution fédérale ainsi qu'à la Déclaration du Millénaire. Les Etats membres de l'ONU ont promis, d'ici à 2015, de réduire de moitié le nombre de personnes vivant en-dessous du minimum vital absolu.

Accent nouveau sur les Etats fragiles

Le message contient quelques nouveaux accents. La Direction du développement et de la coopération (DDC) veut s'engager davantage dans les « contextes fragiles ». Il s'agit de pays caractérisés par des institutions étatiques faibles et des questions irrésolues d'exercice et de répartition du pouvoir. La Somalie, la République démocratique du Congo et l'Afghanistan en sont des exemples typiques. Selon la Banque mondiale, quelque 1,5 milliard de personnes vivent dans des contextes fragiles, les plus touchés par la pauvreté, l'absence de droit et de perspective. L'engagement accru dans ce genre de zones renforce la priorité donnée par la coopération suisse à la lutte contre la pauvreté. La DDC a ainsi ajouté la corne de l'Afrique, l'Hindou Kouch (Pakistan/Afghanistan) et la Birmanie à ses programmes déjà existants. Le travail dans les contextes fragiles est plus risqué; les succès demandent plus de temps et les échecs sont plus fréquents.

La DDC et le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) prennent également davantage pied dans les Etats post-révolutionnaires d'Afrique du Nord. Avant le printemps arabe de 2011, seule l'Egypte était un pays prioritaire du Seco. Le gouvernement du Caire n'avait accepté de signer un accord de libre-échange avec la Suisse qu'à la condition de re-

cevoir de l'aide au développement. Une forme de compensation pour les importants excédents de la balance commerciale de la Suisse avec l'Egypte (547 millions de francs en 2010). Suite aux soulèvements populaires, la Tunisie fera aussi partie des pays prioritaires du Seco. Le DDC est également présente avec de l'aide humanitaire. Le programme en Afrique du Nord est pour le moment conçu pour une période de cinq ans.

Manœuvres politiques

Il y a quatre ans, la DDC a démarré une série de programmes globaux (climat, eau, sécurité alimentaire et migration). L'objectif est multiple: développer des compétences spécialisées, représenter la Suisse au plan international sur ces thèmes, promouvoir des projets-pilotes, élaborer des pistes de solution et soutenir le travail concret dans les pays prioritaires. Ces programmes globaux seront poursuivis et complétés par un nouveau programme consacré à la santé.

Les moyens nécessaires à l'augmentation de l'aide à 0,5% du revenu national brut figurent dans le plan financier du Conseil fédéral. Ils sont compatibles avec le frein à l'endettement, lequel concerne aussi les autres crédits-cadres (formation, transports, agriculture) soumis aux Chambres fédérales. La décision du Parlement, en septembre 2011, d'augmenter le budget de l'armée et d'acquérir de nouveaux avions de combat crée cependant une certaine incertitude. L'accroissement des dépenses militaires n'est pas inclus dans le plan financier et nécessite, selon le Conseil fédéral, un programme d'épargne d'environ 750 millions de francs par an. Ces économies toucheraient, entre autres, les domaines financés par les crédits-cadres prévus, donc aussi l'aide au développement. Les décisions sur ces questions devraient tomber lors de la session d'automne. Pour l'heure, les manœuvres politiques entre les partis battent leur plein.

Peter Niggli

http://www.deza.admin.ch/fr/Dossiers/Message_2013_2016